



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONYX AUVERGNE RHONE ALPES

216 avenue Jean Mermoz
63039 Clermont-Ferrand

Références : 20240627-RAP-63-0645-insp_ONYX_ARA_Gerzat_VuSL VF.odt
Code AIOT : 0005600360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE ALPES implanté ZI Gerzat Sud - Rue François Arago 63360 Gerzat. L'inspection a été annoncée le 17/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de plan de contrôle de la Dreal avec deux volets :

- opération de contrôle et de suivi des rejets aqueux ;
- suites de l'inspection précédente : surveillance des eaux souterraines (étude hydrogéologique du secteur...).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
- ZI Gerzat Sud - Rue François Arago 63360 Gerzat
- Code AIOT : 0005600360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'unité de transit et regroupement de la société ONYX à Gerzat est destinée à regrouper par catégorie les déchets spéciaux et dangereux afin d'optimiser leur transport vers des unités de traitement (destruction ou valorisation) extérieures. Le site relève de la rubrique 2718.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.5.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.2.2	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.6.2	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.2.1.2	Sans objet
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4,3,5	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	GIDAF		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra mettre en place les actions suivantes, sous un délai de trois mois:

- afficher un plan sécurité incendie conforme et lisible ;
- transmettre les résultats de l'étude hydrogéologique finalisée du secteur (confirmation du sens de la nappe, inventaire des usages des eaux souterraines du secteur, zones de captage, proposition d'implantation de nouveaux piézomètres...);
- confirmer les résultats des analyses PFAS saisies dans GIDAF(somme des 20PFAS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : -L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;Les dispositifs de protection de l'environnement(bac de dis-connexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ; -Les secteurs collectés et les réseaux associés ; -Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs) ; -Les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux est à jour et est précis. Il y figure l'ensemble des réseaux (eaux résiduaires, pluviales et domestiques) ainsi que l'ensemble des installations présentes sur ces derniers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement et/ou de prétraitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents ? Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites</p>

<p>imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise. Les effluents rejetés doivent être exempts : -de matières flottantes ; -de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou des vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes. ; -de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rejet des effluents aqueux s'effectue dans deux bassins (bassin de confinement pour les eaux résiduaires et bassin d'infiltration pour les eaux pluviales). Le bassin des eaux résiduaires de surface a été vidé la semaine précédente l'inspection (le 21 juin). De plus, les parois du bassin sont en bon état.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4.3.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement aisé d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des Installations Classées. Les agents des services publics, notamment ceux de la Police des Eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur ? Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettant de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le prélèvement se fait au niveau du bassin. L'analyse des rejets du bassin est réalisée une fois que ce dernier est plein. Après analyses des eaux du bassin, celui-ci est vidé pour rejeter les effluents vers la station d'épuration de Clermont-Ferrand.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse de la qualité des eaux de rejetées une fois par trimestre. Les mesures réalisées portent sur les paramètres définis à l'article 4.3.5 précédent. Les prélèvements seront réalisés lors d'épisodes pluvieux significatifs. Pour chaque</p>

<p>point de rejet, il sera effectué un échantillon moyen sur au moins 24 heures en fonction du débit de rejet. Les résultats des analyses doivent être transmis chaque trimestre à l'Inspection des Installations Classées et doivent être accompagnés de commentaires sur les conditions de fonctionnement des installations, et en tant que de besoin, sur les dépassements constatés et leurs causes, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. La fréquence des contrôles peut être augmentée à la demande de l'Inspection des Installations Classées. Tout les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour une période de dix ans.</p>
<p>Constats : A la demande des services de l'inspection, les analyses sont bimestrielles et les dernières mesures (janvier, mars et mai 2024) ont été réalisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Respect des VLE : Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 4,3,5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée : Les installations ne sont pas à l'origine des rejets d'eaux usées industrielles au milieu naturel. Seules les eaux pluviales sont rejetées au milieu naturel et les eaux sanitaires dans le réseau collectif communal. Les eaux de lavage des fûts, des citernes ayant contenu des déchets, des véhicules ainsi que les eaux de ruissellement des aires susceptibles d'être contaminées par les déchets sont dirigées vers la cuve de stockage des eaux souillées et éliminées comme des déchets dangereux. Les rejets d'eaux pluviales font l'objet de mesures ponctuelles, chaque année. Ils doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : - pH : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; -température<30°C ; -Matières en suspension : 100 mg/l ; -DCO : 125 mg/l ; -Hydrocarbures totaux<10mg/l ;</p>
<p>Constats : Les dernières analyses réalisées en janvier, mars et mai 2024 montrent des mesures qui ne dépassent pas les VLE de l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Transmission GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p>

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats d'analyses sont mis à la disposition de l'inspection dans GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les analyses sont réalisées par CARSO, laboratoire accrédité pour la matrice « eaux résiduaires ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : La campagne d'analyse des PFAS a été réalisée (février, mars et avril 2024). L'outil GIDAF est renseigné. Les données saisies sous le cadre GIDAF devront être confirmées, notamment au niveau de la somme des 20 PFAS. La somme des 20 PFAS ne semble pas correspondre aux analyses Eurofins (fichier qui est joint sous GIDAF). Les services de l'inspection demandent à l'exploitant d'explicitier les données saisies dans le canevas GIDAF, sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Sécurité incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 7.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité incendie
Prescription contrôlée : Sécurité incendie et contrôles périodiques
<p>Constats :</p> <p>Les dernières vérifications effectuées sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôles extincteurs : 02/2024 par la société Desautel, - trappes de désenfumage : 12/2023, - centrale d'alarme : 06/2024, - vidéo surveillance sur l'ensemble du site 24h/24 (intrusion et levé de doute). <p>Le plan sécurité incendie affiché dans le local d'accueil devra être mis sur un format plus lisible (non conformité).</p> <p>En façade de chaque bâtiment de stockage de déchets dangereux, un tableau effaçable précise la nature des produits stockés. Cette information pourra être utile pour les services du SDIS lors d'une éventuelle intervention.</p> <p>L'exploitant a organisé avec un prestataire privé un exercice fictif de départ de feu dans le bâtiment des solides inflammables en date du 19 décembre 2023. Cet exercice de défense incendie fait l'objet d'un compte rendu et a été réalisé avant le 1 juillet 2024 (arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation - article 6 : Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024). Les points d'amélioration concernent l'anticipation de la fermeture du site avec la pose d'un panneau pour informer les chauffeurs et mise en place d'un agent pour accueillir les secours. Il convient aussi de mettre en place un registre des personnes extérieures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afficher un plan sécurité incendie sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2013, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Un contrôle piézométrique de la qualité des eaux souterraines est réalisé à partir de deux piézomètres placés en amont et en aval hydraulique du site. Il est procédé à des analyses d'une fréquence au moins trimestrielle sur les paramètres suivants : pH, COT, DBO5, DCO, phénols, solvants chlorés, hydrocarbures, mercure, arsenic, cyanures libres.

Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception, accompagnés des commentaires sur l'évolution.

Constats :

Lors de la dernière visite d'inspection, les services de l'inspection ont demandé des investigations complémentaires dues à la présence ponctuelle de Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) dans les eaux souterraines en 2020.

1/ Surveillance renforcée des eaux souterraines (suivi des 2 piézomètres)

En séance, l'exploitant a présenté les résultats des dernières analyses réalisées tous les 2 mois (24/01/2024, 11/03/2023 et 21/05/2025). Les taux de CVM mesurés restent à des valeurs normales.

2/ Analyse des causes de la pollution au CVM

Le réseau d'eaux pluviales des eaux de toiture va directement dans le bassin d'infiltration. L'hypothèse suivante est formulée : les retombées de fumée d'incendie se seraient déposées en toiture et auraient potentiellement souillées les eaux pluviales de toiture. En réponse, l'exploitant a présenté un devis pour la mise en place d'un regard et d'une vanne d'obturation du réseau EP. En cas d'incident, les eaux pluviales seront ainsi dirigées vers le bassin de confinement.

3/ Etude hydrogéologique du secteur

Un bureau d'études (ANTEA-Group) a été retenu pour cette mission. La phase études est en cours (sens de la nappe, inventaire des usages des eaux souterraines). Selon l'exploitant, le rendu de l'étude est prévu sous 3 mois et permettra de définir l'emplacement des futurs piézomètres de suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre l'étude hydrogéologique du secteur sous 3 mois.

Les demandes formulées lors de l'inspection précédente sont par ailleurs maintenues selon les échéances figurant dans le rapport de l'inspection du 17/01/2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois